Précaires un jour, précaires toujours ?
Les jeunes, étudiant.e.s, et lycéen.ne.s disent non au projet de loi Travail !

A travers le projet de la Loi Travail, le gouvernement vient de déclencher une offensive sans précédent contre les jeunes et les salarié.e.s. Nous, lycéen.ne.s, étudiant.e.s, jeunes chômeur.se.s, sommes déjà précaires pendant nos études et notre insertion professionnelle, il faudrait maintenant que nous acceptions d'être précaires à vie !

Le contenu de ce projet, directement inspiré des revendications du MEDEF, représente un véritable retour au siècle dernier pour le monde du travail avec une fois de plus les jeunes comme cibles favorites. Les accords seraient négociés au sein de l'entreprise et primeraient sur les accords de branche et le Code du Travail, exerçant un dangereux chantage pour les salarié.e.s. Ceux-ci auront pour conséquences d'imposer des augmentations de temps de travail et des baisses de salaires aux salarié.e.s. Ce que le gouvernement nous promet c'est :

Travailler plus pour gagner moins : avec cette réforme le patronat pourra nous imposer des semaines allant jusqu'à 46 heures et des heures supplémentaires moins rémunérées qu'auparavant. Les apprenti.e.s de moins de 18 ans pourront être contraint.e.s de travailler jusqu'à 10h par jour et 40h par semaine.

Se faire virer plus facilement : les licenciements seront possibles sans réels motifs économiques et même de façon abusive avec le plafonnement des indemnités prudhommales

Augmenter encore le chômage : du temps de travail supplémentaire pour celles et ceux qui ont un emploi, et moins d'offres d'emplois disponibles pour notre génération alors que 25% d'entre nous sommes au chômage voire 40 ou 50% dans les quartiers populaires ou en Outre-mer.

Avec cette réforme le gouvernement veut donc nous précariser à vie. La succession de réformes libérales renforce le bizutage social dont nous sommes victimes, nous obligeant à enchaîner les contrats précaires, les stages et les services civiques rémunérés à la moitié du Smic.

L'ensemble de ces mesures est inacceptable et nous appelons tou.te.s les jeunes de ce pays à se mobiliser pour exiger le retrait du projet de loi Travail et des mesures immédiates pour la dignité des jeunes et des salarié.e.s :

Pour les apprenti.e.s et les stagiaires : rémunération et droits à la hauteur du poste occupé. Pas de rémunération en dessous du SMIC et mêmes droits que les autres salarié.e.s comprenant une protection sociale. Les années d'apprentissage doivent être prises en compte dans le calcul de la retraite. L'apprentissage ne doit être légal qu'à partir de 16 ans et doit déboucher sur un emploi stable.

La mise à disposition de budgets supplémentaires pour offrir à tous les jeunes une éducation avec une formation de qualité, qui joue son rôle d'ascenseur social. Mettre en place et une véritable protection sociale durant leurs études avec un revenu, ainsi que compter les années d'études dans le calcul de la retraite et de l'assurance chômage.

En finir avec la précarité : le CDI comme norme d'emploi, la répartition par la diminution du temps de travail sans baisse de salaire entre toutes et tous pour en finir avec le chômage et assurer une protection sociale suffisante à chacun, salarié.e.s comme personnes sans emploi.

Pour cela nous appelons tou.te.s les jeunes à se réunir, à débattre et à s'organiser dans les lycées, les universités, les quartiers et les entreprises.

Nous appelons à une journée d'actions et d'initiatives le mercredi 9 mars, à l'occasion du passage du projet de la loi travail en Conseil des ministres.

À L'image de la mobilisation contre le Contrat Première Embauche, où la jeunesse avait fait reculer gouvernement aux côté des salarié.e.s, nous appelons à poursuivre le mouvement, notamment lors des journées de mobilisation intersyndicale.

Jeunes CGT, UNEF, Solidaires Etudiant-e-s, FIDL, SGL, UNL,

Mouvement des Jeunes Communistes, UEC , Jeunes Ecologistes, Jeunes Socialistes, ND Campus, NPA Jeune, Réseau jeune du Parti de Gauche, Ensemble Jeunes, AL

DIDF Jeunes, Génération Précaire, JOC, Maison des Potes, MRJC, OLF, Sos Racisme,